



COMITE DE BASSIN D'EMPLOI DU SUD LUBERON

EXPLOITATION STATISTIQUE DU FICHER SIRENE DE L'INSEE

*Ansouis
La Bastide des Jourdans
La Bastidonne
Beaumont de Pertuis
Cabrières d'Aigues
Cadenet
Cucuron
Grambois
Lauris
Lourmarin
Mirabeau*

*La Motte d'Aigues
Pertuis
Peypin d'Aigues
Puget sur Durance
Puyvert
Saint Martin de la Brasque
Sannes
La Tour d'Aigues
Vaugines
Villelaure
Vitrolles*

SOMMAIRE

I. EXPLOITATION DES STATISTIQUES

1. Création des entreprises
2. Forme d'activité des entreprises
 - a. Rayonnement géographique
 - b. Type d'activités
 - c. Saisonnalité des activités
3. Date de création des entreprises
4. Secteurs d'activités des entreprises
5. Effectifs salariés des entreprises
6. Comparaison entre le nombre d'entreprises par secteur d'activité et les effectifs salariés

II. CONCLUSIONS

I. Exploitation des statistiques

L'étude du fichier SIRENE de l'INSEE nous apprend beaucoup sur les entreprises présentes sur le bassin d'emploi du Sud Luberon. Grâce au travail de regroupement et d'exploitation des données, nous pouvons dresser un portrait de l'économie locale de notre territoire d'intervention.

1) CREATION DES ENTREPRISES

Méthode : Le code "ORIGIN" du fichier SIRENE donne la date de création des entreprises, classées en 8 modes de création. Pour plus de clarté, les données ont été regroupées en 3 catégories : création pure, reprise et autres¹.

Ce classement nous permet de remarquer que ce sont les créations pures qui sont très largement représentées. Ainsi on a des parts très importantes de création pure :

- CC Luberon Durance : 77%
- CC Portes du Luberon : 72%
- Villelaure : 73%
- Pertuis : 67%

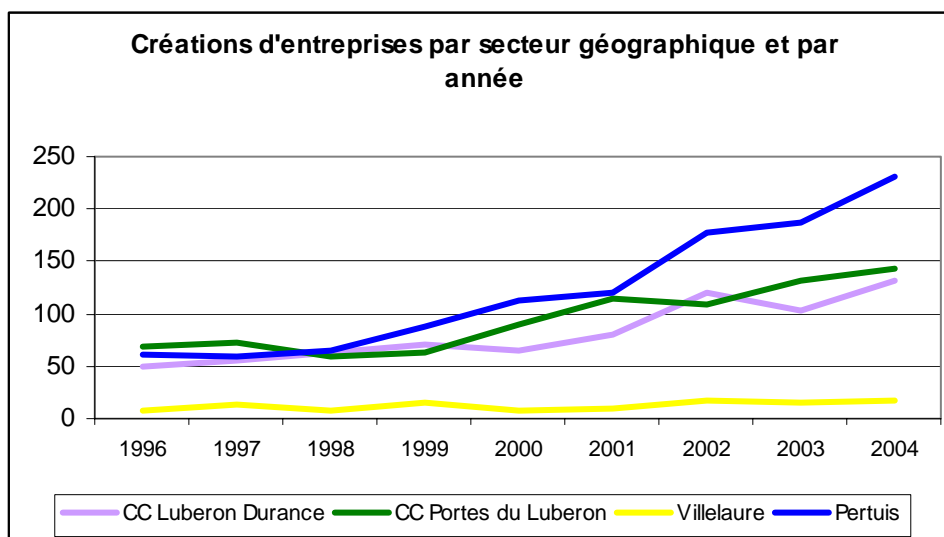
La reprise d'entreprise ne concerne que 10% des créations d'entreprises en moyenne sur notre territoire. Cette large prépondérance de créations pures induit un **effort à faire concernant l'accompagnement à la reprise d'entreprise**, car nous pouvons supposer que la fermeture d'entreprises faute de repreneurs est une perte sèche de richesse pour l'économie locale.

Concernant la création d'entreprise en elle-même, le graphique ci-dessous montre que c'est sur la **commune de Pertuis** que l'on crée en moyenne le plus d'établissements par an. Les deux communautés de communes Portes du Luberon et Luberon Durance ont des niveaux de création

¹ "Autres mode de création" : réinstallation après transfert, achat, donation, prise en location gérance, autre mode d'acquisition.

plutôt équivalents. Sur les quatre dernières années, il s'est créé en moyenne **plus d'une centaine d'entreprises par an** sur chacune des deux Communautés de communes, alors que ce sont **plus de 200 entreprises** qui se créent chaque année sur la seule commune de Pertuis.

Les chiffres de création d'entreprises pour la commune de Villelaure ne sont pas comparables avec les trois premiers puisqu'ils ne concernent qu'une seule commune, dont les caractéristiques sont sans commune mesure avec celles de Pertuis. On notera néanmoins qu'il se crée sur Villelaure un peu moins d'une vingtaine d'entreprises par an.



2) FORME D'ACTIVITES DES ENTREPRISES

a) Rayonnement géographique des entreprises

Méthode : Ce classement a été réalisé grâce au code INSEE "MONOREG", classé en 3 catégories (monorégionales, presque monorégionales, et multirégionales). Les deux premières catégories ont été regroupées pour arriver à une typologie binaire (monorégionale et multirégionale).

Les entreprises de notre territoire sont quasi exclusivement monorégionales, même sur le centre économique représenté par Pertuis (seulement 3% des entreprises pertuisiennes ont une activité multirégionale). Cette prépondérance du marché local appelle deux remarques :

- On suppose que les entreprises sont de petite taille et bien implantées dans le **marché local** (puisque peu s'impliquent vers des marchés extra-régionaux)
- Cette monorégionalité induit une **forte dépendance** au marché local, d'où un risque potentiel.

b) Type d'activités des entreprises

Méthode : Ce classement a été réalisé grâce au code INSEE "MONOACT", classé en 3 catégories (monoactives, presque monoactives, et multiactives). Les deux premières catégories ont été regroupées pour arriver à une typologie binaire (monoactive et multiactive).

Les entreprises du territoire sont en très large majorité **monoactives**, c'est-à-dire qu'elles n'exercent qu'une seule activité (leur activité principale au sens INSEE). Cette monoactivité concerne en moyenne 99% des entreprises du bassin d'emploi. Cette caractéristique induit donc une **forte dépendance** par rapport à une seule activité.

Comme on sait par ailleurs que c'est l'agriculture qui occupe une large part de l'activité économique (comme nous l'analyserons plus loin), la forte soumission de ce secteur d'activité aux **variations saisonnières** implique la nécessité d'un effort de vigilance et de soutien en cas de "coup dur" pour les entreprises.

c) Saisonnalité des activités

Méthode : Ce classement a été réalisé grâce au code INSEE "SAISONNAT", classé en 2 catégories (activité saisonnière ou activité permanente).

Contrairement à une idée reçue, **la forte activité touristique du territoire du Sud Luberon n'engendre pas une forte activité saisonnière**, comme on aurait pu le présupposer de prime abord.

Ainsi, sur les deux communautés de communes Portes du Luberon et Luberon Durance, en moyenne, les entreprises exercent une activité permanente à 99%. Ce taux est également très élevé sur la commune de Pertuis où les activités saisonnières ne représentent que 3% de l'activité. Cela ne signifie pas que les entreprises (notamment hôtellerie, restauration, cafés, commerces...) ne soient pas sensibles aux variations saisonnières dues au tourisme, mais même en connaissant des périodes de creux dans leur activité, elles restent présentes et actives toute l'année sur le territoire (ce qui suppose qu'elles adaptent leur activité pendant la saison haute, avec certainement des besoins spécifiques durant ces périodes –main d'œuvre, saisonniers, etc...)

3) DATE DE CREATION DES ENTREPRISES

Méthode : le regroupement des données a été fait grâce au code "DCRET" du fichier SIRENE de l'INSEE. Ce code donne l'année et le mois de création. Pour plus de facilité, nous n'avons retenu que l'année. Les résultats sont présentés par année de création, mais aussi par période de création (regroupement en 6 périodes : avant 1980, 1981-1985, 1986-1990, 1991-1995, 1996-2000 et après 2000).

Remarque importante : il faut être vigilant dans les conclusions à tirer de ces données. On obtient en effet des taux de créations faibles pour les périodes inférieures à 10 ans. Cela ne signifie pas que l'on créé plus d'entreprises de nos jours, mais bien que **de nombreuses entreprises créées il y a 10 ans ne sont plus en activité** (pour connaître le taux exact, il faudrait comparer le nombre d'entreprises créées il y a 10 ans, et faire le ratio avec celles toujours existantes. Cette information ne peut pas être obtenue avec le fichier SIRENE, qui ne recense que les entreprises en activité à un moment donné). Cette observation appelle plusieurs remarques :

- Cela pose le **problème de la pérennisation des entreprises dans le temps** (d'où question de l'amélioration du suivi et du soutien aux entrepreneurs)
- Cela pose à nouveau **la question de la reprise/transmission d'entreprise** : de nombreuses entreprises créées il y a 10 ou 20 ans ont peut être cessé leur activité faute de repreneurs suite, par exemple, au départ à la retraite de leur dirigeant...

En tout état de cause, on remarque que **les entreprises aujourd'hui en activité sont des entreprises récentes** (plus du tiers, en moyenne, ont été créées après 2000). La période 1996-2000 représente un cinquième des créations, contre 15% pour la période précédente (1991-1995). Suite au constat précédent, concernant le probable problème de pérennisation des entreprises, et compte tenu de la jeunesse des entreprises de notre bassin d'emploi, l'accent devra être mis sur **l'aide au développement et à la pérennisation de l'activité économique**, grâce à des services spécifiques d'accompagnement.

4) SECTEURS D'ACTIVITES DES ENTREPRISES

Méthode : les données ont été obtenues grâce au code "APET 31" du fichier SIRENE. (Définition : APET = Activité Principale Exercée par l'Etablissement). L'APET se décline en 17 sections (classées de A à Q). C'est le code APET17. Ces 17 sections sont elles-mêmes divisées en 31 sous-sections (plus précises), c'est le code APET31. Il existe d'autres subdivisions, qui n'ont pas été utilisées ici, dans un souci de clarté et de synthèse du présent document.

L'analyse des secteurs d'activités des entreprises du bassin d'emploi nous montre que **l'économie locale est très axée sur l'agriculture**, avec des taux pouvant même atteindre 40 à 50% de l'activité dans certaines communes (par exemple : Ansois, Cabrières d'Aigues, Saint Martin de la

Brasque, Sannes, Vitrolles, Vaugines). Cette quasi monoactivité de l'agriculture doit nous interpellé, en accordant une attention particulière aux besoins des exploitations agricoles.

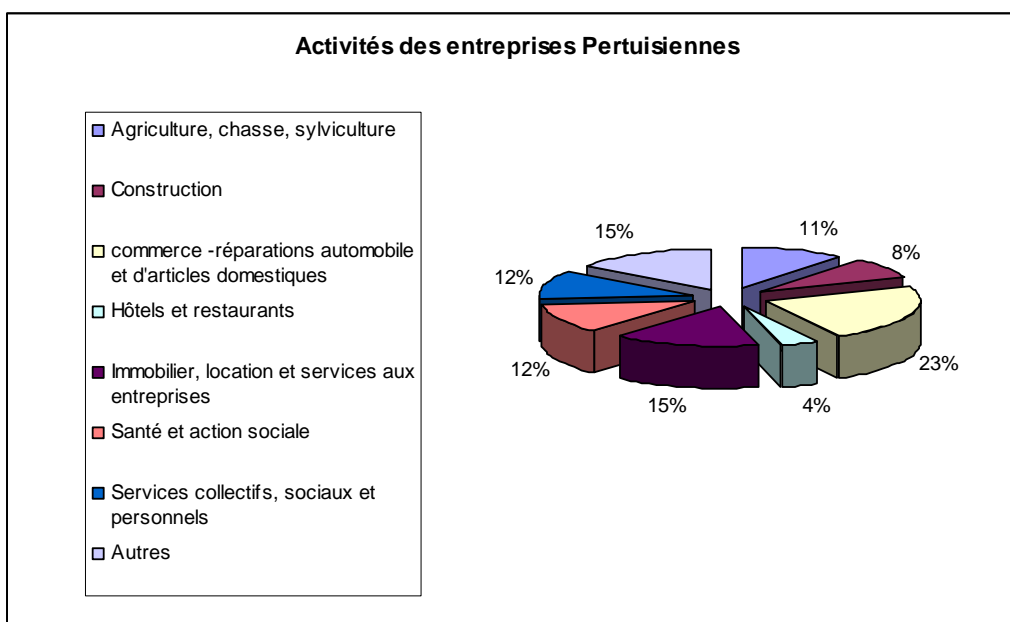
Arrive ensuite en deuxième position **le secteur du commerce**, qui trouve sa part relative élevée grâce à la forte présence en nombre de ce type d'activité sur la ville de Pertuis.

Les services aux entreprises ainsi que le secteur associatif arrivent en troisième position, à égalité. Il est important de souligner cette forte présence associative sur le territoire du Sud Luberon. Enfin, le secteur de la **construction** représente un dixième de l'activité du territoire, ce qui est relativement important.

Pertuis joue un rôle de ville centre, avec une activité globale plus orientée vers le tertiaire et les services (un cinquième de l'activité). De même les activités y sont plus diverses et mieux réparties (aucun type d'activité n'écrase un autre de manière substantielle).

Activité	Total	%
Agriculture, chasse, sylviculture	988	21.7%
Pêche, aquaculture, services annexes	1	0.0%
extraction de produits énergétiques	0	0.0%
extraction de produits non énergétiques	4	0.1%
Industries agricoles et alimentaires	86	1.9%
Industries textiles et habillement	8	0.2%
Industries du cuir et de la chaussure	1	0.0%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	9	0.2%
Industrie du papier et du carton : édition et imprimerie	21	0.5%
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	0	0.0%
Industrie chimique	9	0.2%
Industrie du caoutchouc et des plastiques	1	0.0%
fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	17	0.4%
Métallurgie et travail des métaux	28	0.6%
Fabrication de machines et équipements	12	0.3%
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	23	0.5%
Fabrication de matériel de transport	1	0.0%
autres industries manufacturières	46	1.0%
production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	7	0.2%
Construction	451	9.9%
commerce -réparations automobile et d'articles domestiques	727	16.0%
Hôtels et restaurants	206	4.5%
Transports et communication	91	2.0%
Activités financières	62	1.4%
Immobilier, location et services aux entreprises	581	12.8%
Administration publique	42	0.9%
Education	129	2.8%
Santé et action sociale	425	9.4%
Services collectifs, sociaux et personnels	566	12.5%
Total	4544	100.0%

Tableau des activités présentes sur le bassin d'emploi



5) EFFECTIFS SALARIES DES ENTREPRISES

Méthode : C'est le code "TEFET" qui a été utilisé. Le code TEFET est la Tranche d'Effectif de l'Etablissement. Il est divisé en 15 tranches, allant de 0 à + de 525 000 salariés. Seules les 10 premières tranches ont été utilisées, ce qui nous a permis d'obtenir 10 catégories (0 salarié, 1 à 2 salariés, 3 à 5 salariés, 6 à 9 salariés, 10 à 19 salariés, 20 à 49 salariés, 50 à 99 salariés, 100 à 199 salariés, 200 à 149 salariés, 200 à 249 salariés, 250 à 499 salariés, et la tranche "effectif inconnu"). Nous obtenons donc le nombre d'entreprises du territoire par tranche d'effectifs (ainsi que la part relative de chaque tranche). Grâce aux tranches d'effectifs, il peut être fait une estimation du nombre d'emplois sur la commune, selon une fourchette haute ou basse (par exemple si on a sur un territoire 3 entreprises de 6 à 9 salariés, l'estimation haute sera 27 emplois – 3x9- et l'estimation basse sera 18 emplois -3x6).

Le tableau ci-dessous compile les données des 22 communes et estime le nombre d'emplois salariés existants sur le territoire du bassin d'emploi. Entre 8000 et 13 000 salariés sont donc employés par les diverses communes du Sud Luberon, ce qui donne une moyenne d'environ 10 000 emplois. On notera que c'est la ville de Pertuis qui fournit la moitié de ces emplois (54,3% des emplois salariés sont concentrés sur la commune), ce qui confirme son rôle de ville centre et de moteur économique.

	estimation basse	estimation haute	Moyenne	%
Total CC Luberon Durance	1837	2679	2258	20.7%
Total CC portes du Luberon	2001	2869	2435	22.3%
Pertuis	4364	7498	5931	54.3%
Villelaure	246	353	300	2.7%
Total Général	8448	13399	10924	100.0%

Nombre d'emplois salariés par communautés de communes et sur le bassin d'emploi

On notera, comme le montre le tableau ci-dessous, une forte **prépondérance des entreprises de 0 salariés**, ce qui est sans doute du au type d'activité (petit commerce, petites exploitations agricoles...) Notre territoire est composé en majeure partie de **TPE / PME**, les grosses entreprises ne sont que très peu représentées. Ainsi, 6 entreprises sur 10 n'ont aucun salarié et un cinquième des établissements ne comptent que 1 à 2 salariés. **Il n'y a que 55 entreprises de plus de 20 salariés sur le territoire, soit une part de 1,2%.**

Effectifs salariés	Nombre d'entreprises	%
Effectif inconnu	324	7.1%
0 salariés	2688	59.2%
de 1 à 2 salariés	939	20.7%
De 3 à 5 salariés	322	7.1%
De 6 à 9 salariés	137	3.0%
de 10 à 19 salariés	79	1.7%
de 20 à 49 salariés	43	0.9%
de 50 à 99 salariés	6	0.1%
de 100 à 199 salariés	2	0.0%
de 200 à 249 salariés	1	0.0%
de 250 à 499 salariés	3	0.1%
Total entreprises	4544	100.0%

En conséquence, nous pouvons déduire de ces quelques chiffres que le chef d'entreprise est **souvent seul** à devoir gérer à la fois son activité mais aussi les problèmes administratifs, la comptabilité et les questions juridiques. De ce fait, un soutien particulier, concernant ces questions, serait d'une aide précieuse pour ces entrepreneurs, afin qu'ils puissent se concentrer sur leur activité à proprement parler, et ainsi la pérenniser et la développer.

6) COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE D'ENTREPRISES ET LES EFFECTIFS SALARIES

Nous venons de voir que l'agriculture occupait une large part de l'activité économique, en regard du nombre d'exploitations présentes sur le territoire. Cependant, ces chiffres doivent être comparés avec le nombre d'emplois salariés par secteur d'activité, comme il est fait dans le tableau à la page 9. Ce tableau nous montre en effet que ce ne sont pas les secteurs d'activités qui comptent le plus d'établissements qui embauchent le plus de salariés.

Aussi, les secteurs qui fournissent une part importante des emplois sur le territoire sont : la commerce et la réparation automobile, la santé, l'immobilier et le service aux entreprises et la construction. L'agriculture quant à elle, qui représente pourtant un cinquième des établissements du territoire ne contribue que pour 1,6% aux effectifs salariés du bassin. Il faut donc se concentrer sur la mise en place de conseils vers les secteurs qui recrutent (notamment en terme d'informations sur les contrats de travail, les contrats d'embauche aidés, l'organisation de forums spécifiques, etc..)

Ces chiffres peuvent être affinés en ne tenant pas compte de la ville de Pertuis, qui, de par la prépondérance du secteur du commerce (rôle de ville centre et de services) fausse un peu les chiffres. Si on regarde les effectifs salariés par communes, hors Pertuis, on voit que le secteur de la construction arrive largement en tête (alors que le taux moyen pour le bassin d'emploi, en prenant en compte Pertuis n'est que de 10%).

Communes	Part du secteur de la construction dans les effectifs salariés
Ansouis	45,2%
Beaumont de Pertuis	15,6%
La bastidonne	11,5%
La Bastide des Jourdans	17%
Cabrières d'Aigues	10%
Grambois	12,4%
Mirabeau	16,1%
La Motte d'Aigues	47,8%
Peypin d'Aigues	67%
La Tour d'Aigues	15%
St Martin de la Brasque	18,2%
Vitrolles en Luberon	--
Sannes	28,6%
Cadenet	37,9%
Cucuron	17,5%
Lauris	7%
Lourmarin	7%
Puget	16,9%
Puyvert	4%
Vaugines	17,9%
Pertuis	4,3% (mais 33% pour le commerce)
Villelaure	20,9%

COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE D'ENTREPRISES PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET LE NOMBRE D'EMPLOIS SALARIES

Activité	Total entreprises	Part relative dans le bassin d'emploi	Total effectifs salariés (en moyenne)	Part relative dans le bassin d'emploi
Agriculture, chasse, sylviculture	988	21.7%	133	1,6%
Pêche, aquaculture, services annexes	1	0.0%	0	0,0%
extraction de produits énergétiques	0	0.0%	0	0,0%
extraction de produits non énergétiques	4	0.1%	0	0,0%
Industries agricoles et alimentaires	86	1.9%	226	2,7%
Industries textiles et habillement	8	0.2%	6	0,1%
Industries du cuir et de la chaussure	1	0.0%	0	0,0%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	9	0.2%	16	0,2%
Industrie du papier et du carton : édition et imprimerie	21	0.5%	19	0,2%
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	0	0.0%	0	0,0%
Industrie chimique	9	0.2%	16	0,2%
Industrie du caoutchouc et des plastiques	1	0.0%	2	0,0%
fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	17	0.4%	39	0,5%
Métallurgie et travail des métaux	28	0.6%	135	1,6%
Fabrication de machines et équipements	12	0.3%	268	3,2%
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	23	0.5%	69	0,8%
Fabrication de matériel de transport	1	0.0%	0	0,0%
autres industries manufacturières	46	1.0%	76	0,9%
production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	7	0.2%	6	0,1%
Construction	451	9.9%	879	10,4%
commerce -réparations automobile et d'articles domestiques	727	16.0%	2199	26,1%
Hôtels et restaurants	206	4.5%	574	6,8%
Transports et communication	91	2.0%	370	4,4%
Activités financières	62	1.4%	163	1,9%
Immobilier, location et services aux entreprises	581	12.8%	938	11,1%
Administration publique	42	0.9%	711	8,4%
Education	129	2.8%	196	2,3%
Santé et action sociale	425	9.4%	1059	12,6%
Services collectifs, sociaux et personnels	566	12.5%	521	6,2%
Total	4544	100.0%	8433	100,0%

II. Conclusions

De tout ce qui précède, des caractéristiques économiques fortes se font jour au sein de notre territoire d'intervention. Il en ressort :

- Une faiblesse de la reprise d'entreprise (seulement 10%) et une faiblesse de pérennisation des entreprises dans le temps
- Une prépondérance des TPE (80% des entreprises comptent de 0 à 2 salariés et seules 1% des entreprises ont plus de 20 salariés).
- Une dépendance des entreprises au marché local (taux de monorégionalité fort)
- Une monoactivité des entreprises
- Une prépondérance des entreprises exerçant une activité permanente, à 99%, même pour celles dépendante de l'activité saisonnières liée au tourisme
- La "jeunesse" des entreprises (la plupart – plus du tiers - ont moins de 5 ans d'existence)
- Une économie tournée vers l'agriculture (un cinquième de l'activité)
- Deux autres secteurs importants : celui de la construction et le tissu associatif

Ces caractéristiques appellent des actions concertées visant :

- 1) L'aide et le conseil au développement et à la pérennisation des entreprises.
- 2) Un effort sur le conseil et l'accompagnement dans la transmission / reprise d'entreprise.
- 3) L'identification des besoins de deux secteurs particuliers, importants sur le territoire en terme d'activité : le milieu associatif et celui de l'agriculture.
- 4) L'accompagnement des entreprises permanentes dépendantes des activités touristiques et subissant par conséquent de fortes variations saisonnières (Hôtellerie, Cafés et Restauration notamment).
- 5) La lutte contre l'isolement de l'entrepreneur.